

Ces gens sont venus manifester devant le parlement la semaine dernière. Ils ont raison, et ils sont plus que patients d'avoir enduré aussi longtemps une situation aussi pourrie que celle qu'ils vivent quotidiennement.

Monsieur le président, certains d'entre nous attaquent parfois les chefs syndicaux. Je dirai que souvent ceux-ci abusent de la situation, profitent de leur poste pour exploiter à leur tour l'ouvrier en l'entraînant dans des grèves inutiles. Mais, monsieur le président, il ne faut pas mettre tous les blâmes sur les mêmes épaules. Il y a aussi des gouvernements qui n'ont pas assumé leurs responsabilités, qui ont encouragé, par exemple, des importations de textiles, cela paraissait bien, on exportait tant, on importait tant, et on se lançait des chiffres de part et d'autre, mais à la fin, monsieur le président, qu'advient-il? Ces industries sont actuellement dans un état très inquiétant. Souhaitons qu'il n'advienne pas de l'industrie du textile ce qui est advenu de l'industrie de la chaussure au Canada, au Québec particulièrement, industrie que le gouvernement solide, majoritaire, a laissé tout simplement disparaître devant le flot des importations.

Monsieur le président, on vit dans un monde qui travaille et qui est perturbé. Lorsque le gouvernement présente le bill C-49 pour essayer d'apporter un peu plus de justice distributive par l'entremise de la fiscalité, il vise à quoi? Il vise, si j'en crois les dires du ministre, à encourager le travailleur, surtout le gagne-petit. Cela signifie, monsieur le président, que le gouvernement reconnaît que ce sont particulièrement ces gens-là qui souffrent les premiers de l'inflation ou de la récession. Tout dépend de la façon dont on envisage la chose.

● (1640)

Deuxièmement, cela signifie, monsieur le président, que le gouvernement reconnaît qu'il y a un manque de pouvoir d'achat chez ces gagne-petit pour acheter la production qu'ils ont faite de leur sueur.

Monsieur le président, cela me rappelle une chose. Lorsque j'ai commencé à parler de crédit social et à le comprendre, on me répondait, en badinant probablement, mais peut-être aussi sérieusement: Le Crédit social, premièrement, c'est dangereux; deuxièmement, c'est utopique. On disait: Le Crédit social va créer l'inflation, l'argent va perdre de sa valeur.

Eh bien, monsieur le président, actuellement, en 1975, nous vivons dans une situation où l'argent n'a pratiquement plus de valeur, soit environ 50 cents dans la piastre. Nous vivons dans une situation où le taux de chômage est encore à l'état de croissance. On vient d'obtenir encore à midi, du Bureau fédéral de la statistique, des chiffres qui sont loin d'être encourageants. Cela démontre peut-être que le gouvernement s'est trompé dans sa stratégie, dans son plan d'attaque, dans son évaluation, et ce n'est pas le Crédit social qui est au pouvoir, et ce n'est pas un gouvernement minoritaire qui administre le pays.

Monsieur le président, je pense qu'il est temps que les députés cessent de rejeter de part et d'autre des éléments de solution. Quand même on me dirait que les libéraux de l'autre côté sont la sagesse incarnée, il faudrait qu'on m'en fournisse les preuves. Les libéraux applaudissent à ce que je viens de dire, monsieur le président, mais je prétends qu'ils font des erreurs comme les autres, qu'ils ne sont pas des parfaits administrateurs, quoi qu'ils en pensent. Je ne prétends pas non plus qu'ils en sont des mauvais. Je veux bien avoir une attitude raisonnable. Je suis à la recherche de solutions, et je ne prétends pas non plus avoir la totalité de l'absurdité de mon côté, parce que je suis créditiste. Je

Droit fiscal

ne prétends pas non plus que je suis dans l'erreur chaque fois que je parle d'économie parce que je suis un député du Crédit social. Je pense, monsieur le président, qu'il y a du bon dans ce que nous demandons et dans ce que nous proposons.

Depuis plusieurs années, le chef du Crédit social a longtemps et souvent répété que la production n'avait de valeur qu'en autant qu'elle atteignait sa fin qui est la consommation. On trouvait cela drôle. Et pourtant aujourd'hui tout le monde se rendra compte que tel est le problème. Le problème, c'est la consommation. Ce n'est plus maintenant un problème de production, nous avons l'automatisation, nous avons la machine, nous avons le système de production parfait pour produire. Le problème n'est pas là, le problème est dans la distribution des richesses et dans le pouvoir d'achat.

Monsieur le président, dans le même esprit constructif avec lequel je voudrais participer au débat cet après-midi, je voudrais demander à l'honorable ministre des Finances d'avoir le même esprit réceptif à notre égard, et qu'il consente à approfondir ce que nous lui proposons.

Monsieur le président, j'aimerais que le ministre des Finances étudie l'escompte compensé. J'étais bien d'accord avec les libéraux aux dernières élections, lorsque les conservateurs progressistes proposaient le gel des prix et des salaires. On a vu ce que la population canadienne a fait de leur proposition, ils l'ont rejetée. Le gel des prix et des salaires aurait réglé quoi? Il aurait gelé une situation pourrie, et rien d'autre.

Monsieur le président, ce n'est pas en gelant quelque chose qui n'est pas bon qu'on va l'améliorer. La population canadienne a rejeté cette solution proposée. Par contre, les libéraux n'en ont pas de meilleure solution. Ils se sont contentés de créer une commission de surveillance du prix des produits alimentaires, laquelle constate que les prix augmentent. On paye la présidente \$40,000 par année pour constater que les prix vont croissant. Or, le Crédit social en a une solution. Elle n'est pas parfaite. Le Crédit social en a une solution, monsieur le président. Ce n'est pas la fin du monde, ce n'est pas la solution à tous les problèmes que l'on connaît.

Mais plutôt que de crier: «La Banque du Canada», comme on le fait de l'autre côté, qu'on commence par écouter ce que j'ai à proposer. L'escompte compensé, c'est quoi? Ce n'est pas le gel des prix. L'escompte compensé, c'est l'encouragement à la consommation, c'est encourager celui qui vend à ne pas augmenter son prix inutilement, et surtout c'est donner à nos producteurs ou à celui qui vend une compensation pour qu'il n'augmente pas son prix, ce qui va permettre au consommateur d'acheter le produit dont il a besoin sans être victime d'une hausse exagérée ou d'une hausse qui ne s'expliquerait pas, ou qui ne serait pas acceptable.

On en a souvent parlé de cette solution-là ensemble. On la trouve drôle. Monsieur le président, il y a de plus en plus de gens chez nous qui trouvent cela moins drôle lorsqu'ils vont faire leur marché et qu'ils se rendent compte que les prix augmentent d'une semaine à l'autre. Le gouvernement dit: Ce n'est pas nous les responsables. Les grandes compagnies comme *Steinberg's Limited* et *Dominion Stores Limited* disent: Ce n'est pas nous. Finalement, c'est le petit travailleur, le petit ouvrier qui paie ces augmentations. Monsieur le président, il me semble que le devoir de la Chambre c'est d'étudier les bonnes propositions faites de part et d'autre, et en voilà une.

De plus, nous avons un esprit négatif dans ce pays. Nous pensons pouvoir construire un pays par des mesures socia-